

Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté

Impacts et perspectives

Comité de pilotage
Mardi 15 mars 2022

Monsieur Cyrille MELCHIOR, Président du Conseil départemental

Monsieur Jacques BILLANT, Préfet de région

Introduction

Camille Dagherne, SPCSJ, Commissaire à la lutte contre la pauvreté

Cinq engagements :

1

ENGAGEMENT

**Agir pour l'égalité
des chances et les
droits
fondamentaux
des enfants.**

2

ENGAGEMENT

**Garantir un
parcours
de formation pour
les jeunes, les
aider à construire
leur avenir.**

3

ENGAGEMENT

**Renforcer l'accès
aux droits et
rendre la vie
quotidienne plus
facile.**

4

ENGAGEMENT

**Lutter contre les
inégalités de
santé.**

5

ENGAGEMENT

**Mieux
accompagner vers
l'activité pour
sortir de la
pauvreté.**

Introduction

Camille Dagorne, SPCSJ, Commissaire à la lutte contre la pauvreté

Des modalités d'actions innovantes : Le pari d'une stratégie associant tous les acteurs concernés



piloter la lutte
contre la pauvreté
à partir des territoires



contractualiser
avec les
collectivités



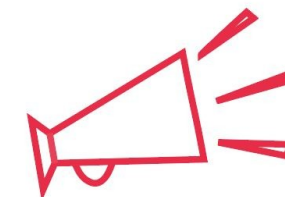
faire le pari de
la co-
construction



mobiliser un
budget inédit



soutenir des
projets
innovants



participer à des
appels à projet
nationaux et
locaux



évaluer les
actions



Préfet : Jacques BILLANT
Commissaire : Camille DAGORNE
camille.dagorne@reunion.pref.gouv.fr

Partie 1 : Des résultats concrets engagement par engagement



1 Agir pour
l'égalité des chances
et les droits
fondamentaux
des enfants

**Crédits
dédiés :**
80 K€ (PRH)

250 K€
(AVIP)

CRÉATION DE PLACES EN CRÈCHES

Objectifs et modalités d'action :

- Créer 1500 places en établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) sur 2018-2022
- Favoriser l'accès aux structures et la mixité sociale,
- Développer l'accueil à vocation d'insertion professionnelle (AVIP) et la conciliation vie privée/vie professionnelle
- Faciliter l'accueil des enfants porteurs de handicap

Publics ciblés :

- Enfants de 0 à 3 ans (*et leurs parents*)

Impact :

- Près de 1000 places nettes ouvertes en EAJE sur la période 2018 à 2021 - 455 prévues en 2022
- 6 nouveaux bébébus sur 10 dont la mise en route est planifiée cette année pour desservir les écarts
- 3 EAJE (PSU) sur 4 bénéficient du bonus mixité depuis 2020 pour l'accueil de familles à revenus modestes, pour un montant annuel de plus de 4 M€, contre 1/3 en métropole,
- 19 crèches AVIP labellisées le 14 septembre 2021 lors de l'installation du CDSF,
- 1 Pôle ressources handicap (PRH) fonctionnel depuis juillet 2021, au service des familles et des professionnels des structures d'accueil,
- 1 AAP en préparation pour la création d'un réseau de crèches d'entreprises AVIP

Contact : david.ollivier@cafreunion.cnafmail.fr

Partie 1 : Des résultats concrets engagement par engagement

PETITS DÉJ' À L'ÉCOLE

1 Agir pour
l'égalité des chances
et les droits
fondamentaux
des enfants

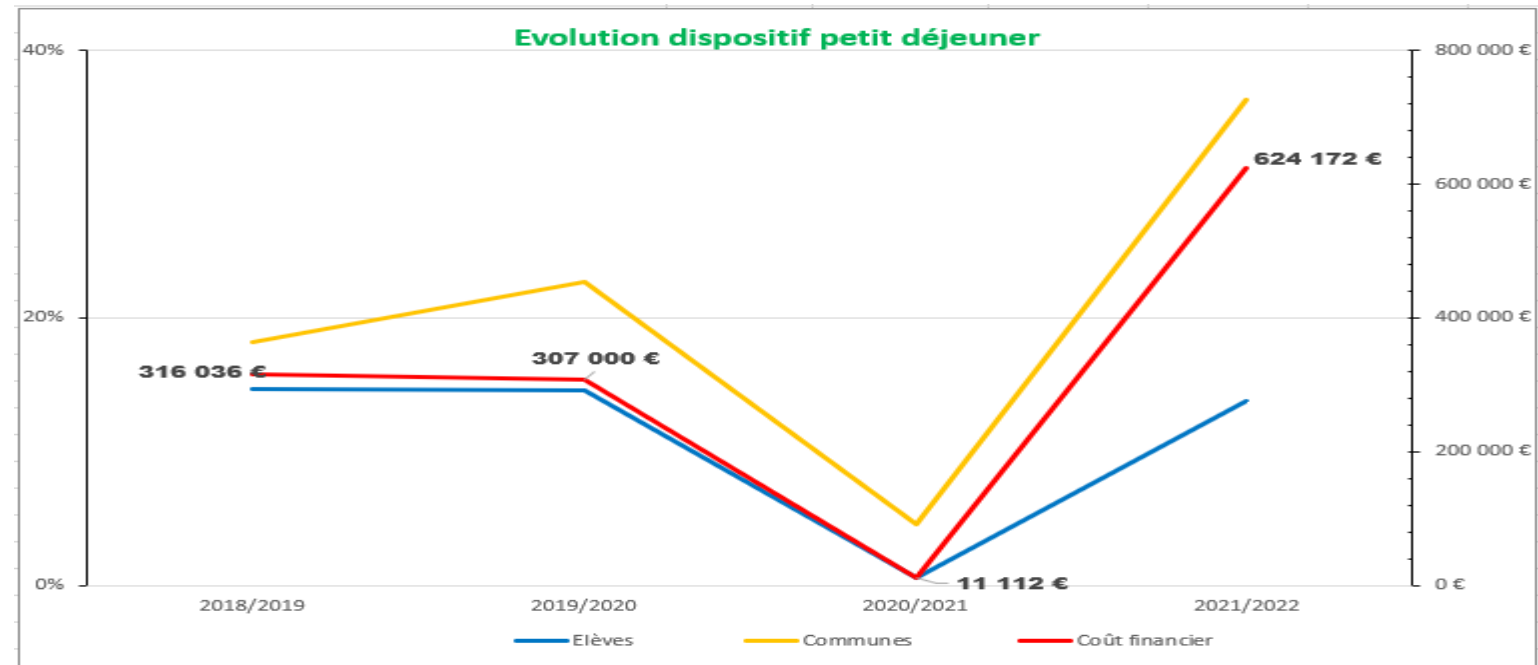
Objectifs :

- Réduire les inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée.
- Contribuer à l'éducation nutritionnelle dès le plus jeune âge.
- Favoriser le maintien de l'attention des élèves en classe toute la matinée.
- Sensibiliser les parents à l'importance d'un petit déjeuner équilibré.

Modalités d'action : distribution collective, 1 fois par semaine (en général).

Publics ciblés : élèves des niveaux maternelle (majoritairement) et élémentaire, essentiellement en EP et QPV.

Impact :



Nombre d'élèves

2018/2019	15477
2019/2020	15436
2020/2021	566
2021/2022	14441

Partie 1 : Des résultats concrets engagement par engagement



**STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ**
#FranceSolidaire

2

Garantir un parcours de formation pour tous les jeunes



TRAVAIL ALTERNATIF PAYÉ À LA JOURNÉE (TAPAJ) / TAP PEI

Objectifs et modalités d'action :

Programme d'insertion sociale :

offrant une prise en globale combinant le **travail comme levier d'action** et la **prévention des conduites addictives**

personnalisé, **gradué, sans contraintes ni exigences** pour les jeunes basé sur le développement de l'estime de soi

Intégrant un appui aux entreprises qui s'inscrivent dans ce dispositif,

Publics ciblés : jeunes de 16 à 25 ans (29 ans pour la M.I.O)

Sans domicile Fixe / en errance / situation de rupture familiale

Consommateurs de substances psychoactives

Vivant de ressources illégales / en grande précarité

Impact :

Permet de ramener un public distant et éloigné de l'emploi vers les services publics

Image dynamique / moins institutionnelle des missions locales avec l'allez-vers dans les quartiers / lieux de vie.

Partenariat étroit Missions Locales / France addictions pour une prise en charge globale apportant des **améliorations significatives de la situation sociale et professionnelle des jeunes.**

78 jeunes mobilisés par la MLE (2020-2021) et 54 par la MLN/MIO (2021) pour respectivement 66 / 42 immersions et 28 / 20 sorties positives

Contact : mapota@arml.re



Crédits dédiés :

ML Est : 75 876 € (SP) + FSE

MIO + ML Nord : 170 000 € (SP) en co-financement AAP repérage des invisibles

Partie 1 : Des résultats concrets engagement par engagement

2

Garantir un parcours
de formation pour
tous les jeunes

Visionnage capsule vidéo Traject OI

[Vidéo TRAJECT OI](#)

Partie 1 : Des résultats concrets engagement par engagement

3

Renforcer l'accès
aux droits, rendre la vie
quotidienne plus facile

**Crédits
dédiés :**
15 000€ / an

Soit 45 000€
sur 3 ans

POINT CONSEIL BUDGET

Objectifs et modalités d'action :

Service gratuit labellisé par l'État, pour prévenir le surendettement et renforcer l'accompagnement des personnes pouvant rencontrer des difficultés financières.

Espace d'écoute, d'orientations, d'informations, de conseils, dédié au budget familial → être acteur, d'optimiser leurs ressources, tout en valorisant les capacités de chacun.

Trois axes d'intervention : plateforme téléphonique, entretiens physiques et animations collectives.

Publics ciblés : Habitants du territoire Sud sur 8 communes

Impact : nouvelle offre de proximité qui répond à un réel besoin des ménages et des partenaires.

572 entretiens réalisés pour 122 personnes accompagnées en 2021 avec la mise en place de plan d'apurement, diminution de dettes et surtout une reprise de confiance en leur capacité dans la gestion de leur situation.

Dynamique du réseau PCB du territoire → réelle harmonisation des pratiques, soutien entre professionnel et reconnaissance par les partenaires.

Contact : agnes.debard@esf-reunion.fr

Partie 1 : Des résultats concrets engagement par engagement

3

Renforcer l'accès
aux droits, rendre la vie
quotidienne plus facile

**Crédits
dédiés :**
15 000€ /
an / PCB

Soit 45000€ sur
3 ans

POINT CONSEIL BUDGET

Objectifs et modalités d'action :

2019 : 2 PCB labellisés portés par la CAF et le CCAS de Saint-Louis

2020 : 3 supplémentaires portés par l'AREP, ESF Réunion et la Croix Rouge Française

Territoires ciblés : l'ensemble du territoire

- PCB porté par la CAF : Saint-Denis, Sainte Marie et Sainte Suzanne
- PCB porté par le CCAS de Saint-Louis : territoire communal
- PCB porté par l'AREP : Saint-André, Bras Panon, Saint-Benoît
- PCB porté par ESF Réunion : 8 communes du sud de l'île
- PCB porté par la Croix Rouge Française : l'ouest de l'île

Impact : Plus de 1 000 personnes accueillies depuis 2019

Contacts :

lynda.cartaye@cafreunion.cnafmail.fr

r.anjara@ccas-stlouis.fr

animation.developpement@arep.re

joris.verdier@croix-rouge.fr

agnes.debard@esf-reunion.fr



100 % SANTÉ ET COMPLÉMENTAIRE SANTÉ SOLIDAIRE

4

Lutter contre les
Inégalités de santé

Objectifs et modalités d'action :

- **100 % santé** : Accompagner le « 0 reste à charge » sur l'optique, les aides auditives et le dentaire
- **La Complémentaire Santé Solidaire (CSS)** : déployée depuis novembre 2019 ouvre l'accès aux soins médicaux pour tous. Elle s'articule autour de deux prestations : la CSS gratuite et la CSS participative.

Publics ciblés :

- **100 % santé** : dispositif accessible au grand public (assurés ayant souscrit un contrat complémentaire responsable)
- **CSS** : dispositif ciblant les assurés les plus précaires (selon plafond de ressources)

Impact :

100 % santé => La CGSS Réunion a atteint les objectifs fixés par la tutelle nationale soit :

- Dentaire : **70%** sur les actes prothétiques (cible 45 %)
- Aides auditives : **68 %** sur les équipements (cible 40 %)
- Optique : **58 %** sur les verres et montures (cible 20 %)

CSS => Le recours à ce dispositif d'accès aux droits a été fluidifié depuis 2020 par une simplification des démarches
43 % de la population réunionnaise est bénéficiaire de la CSS (soit **370 156** personnes)
dont **83 %** en CSS gratuite et **17 %** en CSS participative

Choix de l'organisme complémentaire

- **94,3 %** des bénéficiaires de la CSS gratuite ont choisi la CGSS c/ **5,7 %** un organisme complémentaire (OC) privé
- **42,7 %** des bénéficiaires de CSS participative ont choisi la CGSS c/ **57,3 %** un OC privé

Contact : christophe.cambona@cgss.re

Partie 1 : Des résultats concrets engagement par engagement

4

Lutter contre les
Inégalités de santé

Aller-vers les publics les plus éloignés du système de santé pour les réintégrer dans un parcours de soins

Objectifs et modalités d'action :

- Renforcement des permanences d'accès aux soins de santé pour délocaliser des consultations médicales et sociales dans des lieux de proximité (accueils de jour SDF / mairies de quartiers dans les écarts)
- Expérimentation d'une équipe mobile santé – précarité sur le territoire Est / déploiement prévu sur les 4 territoires de santé en 2022
- Création ou renforcement d'équipes mobiles spécialisées en santé mentale et addictologie sur chaque territoire de santé pour aller-vers les personnes ayant des besoins là où elles se trouvent (à la rue, en centre d'hébergement, dans leur domicile)

Publics ciblés : les personnes les plus désocialisées, sans recours au système de santé

Impact : Amélioration de l'état de santé global de ces personnes, réinsertion dans un parcours de soins

Contact : roselyne.coppens@ars.sante.fr

Crédits dédiés :
2,2 M€

Partie 1 : Des résultats concrets engagement par engagement

ORIENTATION ET ACCOMPAGNEMENT DES BRSA

5

Mieux accompagner
vers l'activité pour sortir
de la pauvreté

Objectifs et modalités d'action :

Dans le cadre de la recentralisation du RSA,

- Assurer l'orientation de tous les bénéficiaires et l'accompagnement des bénéficiaires du "RSA Majoré" (parent isolé),
- Développer un système d'information expert facilitant la gestion automatisée des flux et le suivi des parcours,
- Assurer la montée en compétence des référents uniques de chaque institution partenaire sur des modalités innovantes de diagnostic et d'entretiens "giratoires" (EG)

Publics ciblés :

Orientation : Les nouveaux bénéficiaires de RSA soumis à droits et devoirs

Accompagnement : Les nouveaux BRSA majoré de moins de 18 ans et de plus de 25 ans

Impact sur l'année 2021 :

- 15 300 bénéficiaires orientés, dont 12 300 par l'algorithme et 3000 suite à EG
- 1350 CER signés avec les 1500 nouveaux BRSA majoré
- 500 accompagnements socio professionnels réalisés conjointement entre les "opérateurs de confiance" et les TS CAF, avec plus de 160 sorties positives,
- 450 appuis à la levée des freins mobilisés par les TS CAF
- Réalisation de séminaires partenariaux et de sessions de formation aux entretiens giratoires, démarrage d'une formation de formateurs,
- Livraison des premiers modules d'E-SPOAR (orientation, gestion du 1er rdv, module équipe pluridisciplinaire) ; Module Accompagnement en cours de développement

**Crédits
dédiés :**
400 K€

Contact : david.ollivier@cafreunion.cnafmail.fr

Partie 3 : Les actions financées par les crédits Etat

5

Mieux accompagner
vers l'activité pour sortir
de la pauvreté

[Vidéo Compagnons Bâisseurs](#)

14
engagements

Les actions mises en œuvre par le Conseil Départemental

Un socle d'engagements communs à l'ensemble des départements

- L'interdiction des sorties sèches de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) (renforcement de l'accompagnement, parrainage, accès au logement)
- Le renforcement des compétences des travailleurs sociaux (Offrir un accueil social de proximité et accessible à tous)
- L'amélioration du service public de l'insertion (accompagnement global, TAJ, soutien IAE)

Une prise en considération des caractéristiques économiques et social de notre territoire, avec une diversité des actions et des opérateurs :

- Déployer une politique de médiation sociale avec des éducateurs de rue pour les 18/25 ans
- Renforcer le soutien à la parentalité auprès des familles vulnérables (Week-end parentalité, les 1000 jours, médiation familiale)
- Développer un plan de prévention (gestion budgétaire, éducation populaire, santé),
- Fluidifier le parcours résidentiel (Renforcement de l'accès et le maintien dans le logement)
- Lutter contre le décrochage scolaire (Tablette numérique)
- Accompagner l'aide alimentaire chez les familles les plus démunies (Soutien aux opérateurs, unité transformation, Unité mobile)
- Favoriser l'insertion par la Culture et le Sport (Fond d'appui à la pratique culturelle et sportive, Journée des droits de l'enfant)
- Déployer un accompagnement social sur l'ensemble du territoire (Territoire zéro SDF, Lutte contre les violence intrafamiliale)
- Accompagnement des personnes vulnérables (Heure de Répit, Dalon Kartié)
- Lutter contre l'illettrisme, l'illectronisme, et l'innumérisme

Crédits
dédiés :

26 236 777 €

Mise en oeuvre

Les actions mises en œuvre par le Conseil Départemental

L'engagement du Département sur la SP s'est traduit par :

Une adaptation des dispositifs au plus près des intérêts des publics ciblés et accompagnés
La mobilisation de l'expertise et des moyens du Département, de ses opérateurs et partenaires afin de mettre en œuvre cette politique publique
La structuration d'une équipe-projet à l'échelle départementale

Des actions concrètes en faveur des réunionnais :

149 opérateurs du territoire ont contribué à la mise œuvre de ces actions
77 actions avec des projets issues des réflexions partenariales (1,9 M€)
L'organisation de deux appels à manifestation dans le domaine de l'inclusion sociale et de l'insertion

Une collaboration étroite avec l'État

La création d'un cadre de collaboration co-piloté par les deux institutions
La recherche de meilleures articulations entre les politiques publiques communes
Un engagement commun sur des résultats à atteindre
Une meilleure connaissance mutuelle des fonctionnements et logiques des deux institutions

Partie 2 : Les actions mises en œuvre dans le cadre de la contractualisation Etat / CD



**STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ**
#FranceSolidaire

Projection vidéo du Conseil départemental



1 Agir pour
l'égalité des chances
et les droits
fondamentaux
des enfants

**Crédits
dédiés :**
69 020 € au
titre de
l'année 2020

FORMATION DES PROFESSIONNELS DE LA PETITE ENFANCE

Objectifs et modalités d'actions :

Améliorer la qualité éducative de l'accueil petite enfance, innover dans les projets pédagogiques et modes d'accueil et favoriser la montée en compétences des professionnels

Financement d'actions de formation sur le langage, l'art et la culture, l'accueil des parents, l'accueil de la diversité, l'éducation aux écrans, le développement psychomoteur de l'enfant et le jeu librement développé comme vecteur d'apprentissage

Publics ciblés :

Professionnels et parents

Impact :

89 professionnels et 22 parents – Renforcement du principe de co-éducation
Professionnels d'Établissements d'Accueil de Jeunes Enfants et des classes passerelles
Professionnels de l'accueil individuel et collectif – Diversité des profils
Recherche-action co-construite avec des professionnels, parents et étudiants
Formations adaptées au contexte et réalités locales

Contact : marie-line.vally@reunion.pref.gouv.fr

Partie 3 : Les actions financées par les crédits Etat

KOZÉ JEUNES 0 801 901 974



2

Garantir un parcours
de formation pour
tous les jeunes

Objectifs et modalités d'action :

- Mettre en place et assurer le bon fonctionnement d'une écoute téléphonique par un soignant
- Apporter aux jeunes de 12-25 ans une réponse préventive d'écoute à leurs difficultés
- Orienter les jeunes de l'ensemble du département vers les structures ressources gérées par l'EPSMR et les partenaires
- Réaliser des actions de sensibilisations sur la santé mentale auprès des jeunes

Publics ciblés :

Les jeunes de 12-25 ans du département, leurs familles et les professionnels en contact avec les jeunes

Impact :

400 appels reçus : 141 relayages
2731 jeunes sensibilisés sur la santé mentale
200 rencontres partenaires

Contact : kozejeunes@epsmr.org



**Crédits
dédiés :**
172 651 €
sur
3 ans

Partie 3 : Les actions financées par les crédits Etat



3

Renforcer l'accès
aux droits, rendre la vie
quotidienne plus facile

IDEAS BOX

Objectifs et modalités d'action :

- Accès à la culture pour tous
- Repérage des situations d'illettrisme et d'illectronisme , et orientation vers les partenaires de prise en charge adaptés

Publics ciblés :

- Ménages en précarité : jeunes majeurs accompagnés par l'aide sociale à l'enfance, familles hébergées en structure, personnes à la rue
- Habitants des quartiers prioritaires de la ville (Les Camélias, La Chaumière, Vauban)

Impact :

- 400 personnes touchées en 2021
- 3 200 personnes en 2022
- **Contact** : manon.heribertlaubriat@croix-rouge.fr

Crédits dédiés

145 000€ BSF pour
achat de la BOX

50 000€ en
fonctionnement sur
la **stratégie
pauvreté**



Partie 3 : Les actions financées par les crédits Etat



STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
#FranceSolidaire



COORDINATION DU 1^{ER} ACCUEIL

Objectifs :

AXE 1

Assurer la **coordination et le développement des plateformes** d'Accès et d'Accompagnement aux droits

AXE 2

Expérimenter de nouvelles formes d'Aller-Vers

AXE 3

Participer à la **coordination du réseau des BS / CPOM**

Modalités d'actions :

Intervention auprès des 2 BS du sud

Mise en place de partenariat et participation aux rencontres des Réseaux

Mise en cohérence des actions

Repérage des besoins du territoire

Fonctionnement en équipe projet avec les autres coordinateurs

Publics : Les publics accueillis de la Boutique Solidarité de Saint-Pierre et Saint-Joseph
Les personnes à la rue très éloignées de tous dispositifs et connues de tous les services
Les personnes dites « invisibles » du secteur SUD

	Nombre domiciliation	Nombre DALO	Nombre PDALHPD	Nombre DLS	Personnes relogées	Accès aux soins	MAG
BS St Pierre	336	28	33	52	15	11	2020 : 28 2021 : 17
BS St Jo	53	6	6	23	11	23	

3
Renforcer l'accès aux droits, rendre la vie quotidienne plus facile

Crédits dédiés : 60 000 Euros

Contact : guichard.jocelyne@arep.re

Partie 3 : Les actions financées par les crédits Etat

5

Mieux accompagner
vers l'activité pour
sortir
de la pauvreté

**Crédits
dédiés :**

**130 000 €
(sur 2
ans)**

STAGES.RE

Objectifs et modalités d'action :

- Faciliter la recherche de solutions professionnelles à toute personne n'ayant pas de réseau
- Permettre aux recruteurs de trouver des candidats par compétences, par zones géographique et selon leurs disponibilités

Publics ciblés :

- Toute personne à la recherche d'un stage, d'un emploi, d'un service civique ou d'un contrat d'apprentissage
- Tout recruteur à la recherche d'un candidat disponible

Impact : 3^{ème} site réunionnais - 22950 abonnés – 988 entreprises - 10823 candidats – 1083 offres traitées 12 mois – 475 visites jour

Contact : ferrari@ftm.re

CIBLE.PRO 



5

Mieux accompagner
vers l'activité pour sortir
de la pauvreté

Crédits

dédiés :

2019/2020 :
80k €

2021/2022 :
60k €

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES D'INSERTION



Objectifs et modalités d'action :

- Accompagnement des porteurs de projets
- Développement structurel et économique des Entreprises d'Insertion employeuses .
- Développement des marchés réservés sur l'ensemble du territoire.
- Professionnalisation du personnel dirigeant, opérationnel et intermédiaire des SIAE existantes et en cours

Publics ciblés : Personnes les plus éloignés de l'emploi, BRSA, DE, jeunes 18-30 ans sur l'ensemble du territoire (notamment en QPV et territoire des hauts)

Impact :

- 16 porteurs d'EI accompagnées en 2020 (dont 3 passées en CDIAE)
- 12 porteurs d'EI accompagnées en 2021 (dont 4 passées en CDIAE)
- Les Journées porteurs de projet : 2 sessions en 2021
- Webinaires en direction des entreprises et des donneurs d'ordre : 3 sessions en 2021 (2 avec la MDEN pour la présentation IAE et marché réservé ; 1 avec Fond'Ker pour la présentation du modèle EI)

Contact : secretariat.ursiae974@gmail.com

Partie 4 : Aller plus loin dans les actions de transformation sociale



14 La participation

UN « CHOC DE PARTICIPATION » À AMPLIFIER

Objectifs :

- Remettre au centre des discussions des personnes ayant vécu, ou vivant des situations de précarité
- Les associer à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de solidarité

Impacts :

- Faire évoluer les représentations et changer le regard porté sur les personnes en situation de pauvreté
- Stimuler l'innovation, en apportant des solutions et un regard nouveau
- Développer leur pouvoir d'agir, leur permettre d'être des citoyens à part entière et des personnes maîtres de leurs destins

→ Participation des personnes concernées : facteur central de levier de transformation sociale de sortie de la pauvreté

→ **Témoignage Anne-Sophie ROCHEGUNE**

Partie 4 : Aller plus loin dans les actions de transformation sociale



**STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ**
#FranceSolidaire



L'ENGAGEMENT SOCIAL DES ENTREPRISES



https://www.youtube.com/watch?v=DBHg_qQ2CoQ

Partie 4 : Aller plus loin dans les actions de transformation sociale



15 Engagement
des entreprises

L'ENGAGEMENT SOCIAL DES ENTREPRISES



Objectifs et modalités d'action :

Soutenir et accompagner des projets associatifs, économiques, sociétaux et solidaires ;
Apporter un appui à des structures installées régionalement pour réaliser des actions et projets de lutte contre la pauvreté (CRF, FAP, BAM...) ;
Mettre en relation le monde économique et associatif ;
Participer avec les entreprises de Fond'ker à des actions solidaires ;
Sensibiliser les entreprises sur l'emploi de personnes en insertion.

Crédits

dédiés :

65 000 €

Publics ciblés :

Population précaire, familles, BRSA, jeunes adultes, personnes sans abris, porteurs de projets, acteurs de l'insertion et de l'accompagnement social

Impact :

48 projets financés et accompagnés : 157 952 €
6 SDF & 2 familles relogés
+ de 6 000 bénéficiaires de colis alimentaires
300 000 € d'actions financées en 2020 et 2021
+ de 4000h de bénévolat des membres valorisées à + de 200 000 €

Contact : patrick.foullon@consulting-oi.re

Partie 4 : Aller plus loin dans les actions de transformation sociale

SOUTENIR L'INNOVATION LOCALE : KOUL HAIR LO KAR, LE 1^{ER} SALON DE COIFFURE SOLIDAIRE ITINÉRANT DE FRANCE

Objectifs et modalités d'action :

- Redonner de l'estime de soi et rompre l'isolement
- Prestations de bien être : coiffure, barbier, massage, remise de vêtement, distribution de repas
- Dans une démarche « d'aller vers » avec la mise en place d'un accueil dans un salon de coiffure itinérant



Crédits

dédiés :

20 000 €

Publics ciblés :

Personnes en situation de précarité (sans domicile-fixe, en difficulté)

Impact :

- Environ 500 personnes touchés en 2021
- Meilleure estime de soi et confiance en soi
- Regain d'énergie, projection vers un avenir meilleur
- Redonner goût à s'insérer dans la société, être considéré comme un citoyen comme les autres

Contact : stephane@koulerloker.com



Perspectives 2022 [SPCSJ]



Mots de conclusion du Président du Conseil départemental et du Préfet

La stratégie pauvreté est déployée grâce à l'action du Conseil départemental, des collectivités locales, des associations, des institutions et partenaires locaux, des services de l'État ou encore des entreprises.

Nous remercions tous ceux et toutes celles qui y ont contribué.

